



COP 30 – Plénière

Discours de la ministre Monique Barbut

Seul le prononcé fait foi

Mesdames, Messieurs, chers collègues,

Je souhaite tout d'abord remercier la présidence brésilienne de nous accueillir ici à Belém pour la COP30, dans cette ville au cœur de l'Amazonie.

Comme vous le savez, nous célébrons cette année les 10 ans de l'Accord de Paris. Permettez-moi de revenir un instant sur le bilan de ces dix années. Avant l'Accord de Paris, nous étions sur une trajectoire de 4 à 5 degrés. Nous sommes désormais sur une trajectoire de 2 à 3 degrés. C'est encore beaucoup trop, mais nous avons évité le pire.

Depuis 10 ans, le prix des panneaux solaires a été divisé par dix et le prix des éoliennes a été divisé par trois. Il y a dix ans, une nouvelle voiture sur cent était électrique. Aujourd'hui, une nouvelle voiture

sur cinq est électrique. Ces chiffres montrent l'ampleur du chemin parcouru et à quel point l'Accord de Paris a transformé nos quotidiens.

Dans ce combat contre le changement climatique, la France et l'Union européenne font leur part. Sur l'atténuation, l'UE vient de s'engager sur une baisse de 90% des émissions d'ici 2040. Ce n'est pas une déclaration politique, c'est un objectif juridiquement contraignant. Aujourd'hui l'Union européenne est le continent le plus ambitieux du monde sur le plan climatique.

Nous avons aussi choisi de consacrer 5% de cette baisse aux crédits carbone internationaux. C'est essentiel, car l'Union européenne ne représente plus que 6% des émissions mondiales. Et tous ces efforts seront vains si l'Europe ne se tourne pas également vers le reste du monde qui représente 94% des émissions.

L'UE assume aussi ses responsabilités sur le plan de la finance climat, avec près de 40% de la finance publique climat mondiale. A titre national, la France a consacré 7 milliards d'euros de financements publics pour la solidarité climatique en 2024, dont plus de 40% pour l'adaptation.

Au-delà de ces chiffres, l'Union européenne trace la voie d'un modèle qui concilie écologie et économie. Depuis 1990, l'Europe a diminué ses émissions de 40 %. Dans le même temps, sa richesse a augmenté de 70 %. En France, une usine sur deux qui ouvre est une usine qui œuvre pour la transition écologique.

Je voudrais aussi souligner que les efforts que nous faisons ne pourront fonctionner que s'ils sont partagés par tous. A l'heure où nous parlons, plus de 75 pays n'ont pas encore soumis leur NDC. Or, c'est une obligation de l'Accord de Paris auquel nous avons tous souscrit. Aujourd'hui, la somme des NDC publiées nous conduit vers un réchauffement de 2.6 degrés et les scientifiques nous alertent sur l'imminence du dépassement de notre objectif d'1.5 degrés.

En parallèle, les attaques contre la science et contre le fonctionnement même du GIEC se multiplient. Je veux dire très clairement que ces attaques sont inacceptables. La France est d'ailleurs fière d'accueillir du 1^{er} au 5 décembre la première réunion de tous les auteurs du GIEC à Paris, dans le cadre du lancement du 7^e cycle des rapports.

Il faut se ressaisir, et ne pas céder aux calculs politiques de court terme qui nous condamnent collectivement à vivre dans un monde beaucoup plus dangereux et beaucoup plus dérégulé.

Dans ces conditions, les priorités de la France pour cette COP30 sont très claires.

Tout d'abord, il nous faut accentuer nos efforts sur l'atténuation.

Ce sera sans aucun doute un facteur de succès ou d'échec de cette COP. Cela suppose bien entendu qu'un document politique agréé nous permette d'envoyer ce message, comme cela a été le cas dans les COP. Ce document devra aussi mentionner la mise en œuvre du bilan mondial que nous avons agréé à Dubaï lors de la COP28, s'agissant en particulier de la sortie progressive des énergies fossiles.

Ensuite, nous ne devons pas nous tromper de combat sur le financement. Des engagements très clairs ont été pris l'année dernière à Bakou, avec 300Mds \$ par an de financements publics d'ici 2035. L'objectif, c'est donc maintenant de s'entendre sur la mise en œuvre de ces objectifs.

Enfin, nous devons définir collectivement notre nouvel objectif global sur l'adaptation, avec en particulier des indicateurs clairs qui s'inscrivent dans le cadre de nos décisions précédentes. C'est sur la base de ces principes que la France agira pendant cette COP.

Je vous remercie.